



Signataires : Louise Trottet, Uzma Khamis Vannini, Julien Nicolet-dit-Félix, Céline Bartolomucci, Angèle-Marie Habiakare, Clarisse Di Rosa, Sylvain Thévoz, Jean-Charles Rielle, Nicole Valiquer Grecuccio, Yves de Matteis, Sophie Bobillier, Pierre Eckert, Emilie Fernandez, Caroline Renold, Amanda Ojalvo da Silva, Grégoire Carasso

Date de dépôt : 11 mai 2026

Proposition de motion **pour faire rentrer le GIAP dans G'Evolue**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- que le conseil d'Etat refuse à ce jour d'inclure le Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire¹ (ci-après GIAP) dans G'Evolue, ne prenant pas en compte les cahiers des charges des fonctions du parascolaire, malgré les demandes répétées du Cartel intersyndical et de la direction du GIAP ;
- que le cahier des charges des animatrices et animateurs parascolaires ne connaît pas d'autres équivalents dans le canton ;
- que les cahiers des charges des ASE et des responsables de secteur diffèrent des cahiers des charges de fonctions jugées équivalentes, ailleurs sur le canton ;
- que le GIAP est obligé par la loi sur l'accueil à journée continue de suivre les décisions du canton concernant les classes salariales de ses employées et employés² ;
- que sans entrée du GIAP dans G'Evolue, le GIAP se retrouvera sans aucune référence pour les animatrices et animateurs parascolaires ;

¹ <https://www.giap.ch/>

² Loi sur l'accueil à journée continue, art. 11 al. 4 lettres a et b.

- que la fonction d’animatrice ou animateur n’a pas été réévaluée depuis 1991, malgré une modification considérable des tâches demandées, preuve en est la modification des cahiers des charges des animatrices et animateurs et des ASE du GIAP ces dernières années ;
- que le canton est l’autorité de surveillance de l’accueil à journée continue³ ;
- qu’en refusant d’intégrer le GIAP à G’Evolue, le canton viole la loi, ne donnant pas les moyens au GIAP de l’appliquer alors qu’il est lui-même garant du respect de cette même loi,

invite le Conseil d’Etat

à intégrer le GIAP au processus G’Evolue.

³ Loi sur l’accueil à journée continue, art. 16 al. 1.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Selon la loi sur l'accueil à journée continue, il est clairement établi que le canton exerce la fonction d'autorité de surveillance pour l'accueil à journée continue ; le GIAP est défini comme employeur unique du personnel permanent d'animation parascolaire, en lui conférant un statut propre régissant les modalités d'engagement et de rupture des rapports de service. Conformément à l'historique d'affiliation de ce personnel à la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève, le GIAP applique par analogie les décisions cantonales concernant les classes et niveaux d'exigences de l'échelle des traitements, ainsi que les écarts entre les traitements minimum et maximum de chacune de ces catégories.

Or, ces dispositions légales ne se trouvent pas respectées dans le processus G'Evolue, dont le GIAP se retrouve exclu. De ce fait, les animateurs et animatrices parascolaires ne pourront voir leur classe salariale réévaluée dans le cadre du processus G'Evolue, ne permettant pas au GIAP de respecter la loi qui le régit, tout en perpétuant une situation d'injustice salariale, les échelles de traitement du GIAP n'ayant pas été réévaluées depuis plus de vingt ans. D'autant plus que ces fonctions font partie des fonctions des métiers du *care*, très largement féminins, comportant des formes de pénibilités et des responsabilités qui ne sont pas prises en compte dans le système actuel. Ces fonctions sont particulièrement précaires, sujettes au temps partiel, et il n'est pas rare que des employé-es du GIAP doivent faire appel à l'aide sociale ou aux subsides de l'assurance-maladie. On ne devrait pas retrouver ces formes de précarité dans la fonction publique et parapublique, qui se doit de montrer l'exemple. Et ce d'autant plus chez un employeur qui vient de multiplier les fonctions de cadres lors de sa dernière réforme sans toucher ni au taux de travail ni à la classe salariale des animateur-ices qui sont pourtant la cheville ouvrière du parascolaire. G'Evolue vise pourtant à revaloriser ce type de fonction.

Il est donc urgent que le canton accepte d'intégrer les cahiers des charges tout comme les grilles salariales des fonctions du GIAP dans G'Evolue afin de respecter la loi sur l'accueil à journée continue.

Pour toutes ces raisons, les auteurs vous proposent d'accepter la présente proposition de motion.